

Unité départementale de la Moselle
5 rue Charles Le Payen
CS 50551
POLYGONE - bâtiment GH
57036 Metz

Metz, le 04/12/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 17/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

SOCIETE MECANIQUE AUTOMOBILE DE L EST (SMAE)

91 boulevard de la Solidarité
BP 15030
57070 Metz

Références : METZ_SMAE_2025-11-27_RAPVI-PPC-eau_MH_02242
Code AIOT : 0006201556

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17/10/2025 dans l'établissement SOCIETE MECANIQUE AUTOMOBILE DE L EST (SMAE) implanté 91 BOULEVARD SOLIDARITE 57070 Metz. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 17 octobre 2025 dans l'établissement SMAE (Stellantis) implanté 91 boulevard de la Solidarité sur la commune de METZ.
La visite d'inspection du 17 octobre 2025 s'inscrit dans le cadre du plan pluriannuel "eau"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SOCIETE MECANIQUE AUTOMOBILE DE L EST (SMAE)
- 91 BOULEVARD SOLIDARITE 57070 Metz
- Code AIOT : 0006201556
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Ex IED - MTD

La société SMAE, pôle Metz-Trémery, usine et assemble (1) des boîtes de vitesses, site de Metz, et (2) des groupes motopropulsions, site de Trémery, pour moteurs.

Au titre des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE), le site de Metz est soumis à autorisation pour les rubriques 4719-1 (quantités d'acétylène susceptibles d'être présentes sur le site supérieures à 1t) et 2567-2.a (procédé de projection de composés métalliques (molybdène en l'occurrence) dans des quantités supérieures à 200 kg/j) et à enregistrement et déclaration pour d'autres rubriques de la nomenclature.

L'activité du site est encadrée notamment :

- par l'arrêté préfectoral n°95-AG/2-597 du 14 novembre 1995 modifié autorisant la société SMAE à continuer d'exploiter une usine de fabrication de boites de vitesse sur le territoire de la commune de Metz ;
- l'arrêté préfectoral d'autorisation n°2001-AG/2-199 du 1 juin 2001 modifié autorisant la société SMAE à exploiter un atelier de fabrication d'arbres d'équilibrage pour boites de vitesse (AEB) à Metz.

Thèmes de l'inspection :

- Eau de surface

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à

Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾ | Proposition de délais |
|----|-------------------------------------|--|--|-----------------------|
| 1 | Points de rejet | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 33 | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 2 | Contrôle par un organisme extérieur | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 33 bis | Demande de justificatif à l'exploitant | 3 mois |
| 3 | Nombre de points de rejets | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 30 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 4 | Conditions de rejet | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 31 | Demande de justificatif à l'exploitant | 1 mois |
| 5 | Autosurveillance | Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV | Demande d'action corrective | 1 mois |
| 6 | Eaux souterraines | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 34 | Mise en demeure, respect de prescription | 3 mois |
| 7 | Pollution aux hydrocarbures | Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 34 bis | Demande d'action corrective | 3 mois |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il ressort des constats réalisés lors de la visite du 17 octobre 2025 :

- que le plan des réseaux n'est pas à jour ;
- que le dernier rapport d'analyses concernant le rejet de station PERRIER indique des dépassements de VLE en MES et hydrocarbures sans éléments justificatifs de la part de l'exploitant ;
- l'absence de détecteur d'hydrocarbures sur le réseau des eaux pluviales du collecteur Nord ;
- l'absence de justificatifs démontrant l'élimination des boues issues de la cuve de 200 m3 située sur le réseau d'eaux pluviales Nord;
- l'absence de mesures correctives suite à des dépassements de VLE sur les paramètres Aluminium et Fer préalablement enregistrés dans GIDAF ;
- la non-réalisation des campagnes de prélèvements et analyses des eaux souterraines conformément aux méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement et que les résultats de ces campagnes de prélèvements ne sont pas commentés ;
- le non-respect des engagements de l'exploitant concernant la dépollution du site par des hydrocarbures.

Sur les points de contrôle n°3 et 6, l'inspection des installations classées (l'inspection) propose au préfet de mettre en demeure l'exploitant de se mettre en conformité.

Sur les points de contrôle n°1, 2, 4, 5 et 7 l'exploitant doit transmettre à l'inspection des éléments justificatifs, éventuellement à la suite de la mise en œuvre d'actions correctives.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Points de rejet

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 33 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Plan des réseaux |
| Prescription contrôlée : [...] L'exploitant devra tenir à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées : - un schéma à jour de tous les réseaux faisant apparaître les ouvrages susvisés et les points de prélèvement ; - un plan à jour des réseaux. |
| Constats : Lors de la visite, l'exploitant a présenté un plan de ses réseaux. L'inspection a constaté que ce dernier n'est pas à jour. A titre d'exemples, il est observé : <ul style="list-style-type: none">• l'absence de la station EMULSERI ;• l'absence de raccordement d'une cuve de rétention à la station EMULSERI ;• l'absence du bassin d'orage sud ;• la présence d'un bâtiment formation et de ses réseaux eaux usées des sanitaires alors que l'exploitant a précisé la démolition de ces éléments. |

| |
|--|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection un plan des réseaux actualisé pour lever les observations soulevées. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 2 : Contrôle par un organisme extérieur

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 33 bis |
| Thème(s) : Risques chroniques, Rapports de contrôles |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant fera procéder par un organisme extérieur compétent à un prélèvement sur les rejets EMULSERI, PERRIER et eaux usées. Seront analysés les paramètres définis à l'article 31 aux fréquences suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - 1 fois par trimestre sur le réseau eaux usées ; - 1 fois par trimestre en sortie de la station EMULSERI ; - 1 fois par an en sortie de la station PERRIER. <p>Ces mesures pourront être réalisées dans le cadre d'un contrat d'assistance technique industrielle.</p> <p>Article connexe : Article 31 "Conditions de rejet" de l'arrêté préfectoral de 1995 modifié [...] - MEST : < 30 mg/l (NFT 90105) ; -hydrocarbures : < 10 mg/l (NFT 90114) [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Par courriel du 13 octobre 2025, l'exploitant a transmis :</p> <ul style="list-style-type: none"> • le rapport LORP250080-25-665Z-R0 concernant la campagne de mesures, de prélèvements et d'analyses sur le rejet général des eaux usées du 27/08 au 28/08/2025 ; ce rapport n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection. • le rapport LORP250080-25-664Z-R0 concernant la campagne de mesures, de prélèvements et d'analyses sur le rejet de la station EMULSERI du 27/08 au 28/08/2025 ; ce rapport n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection. • le rapport LORP250080-25-666Z-R0 concernant la campagne de mesures, de prélèvements et d'analyses sur le rejet de la station PERRIER du 28/08/2025 ; ce rapport indique des dépassements en MES (56 mg/l) et en hydrocarbures totaux (58 mg/l) . |
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les éléments justificatifs pour lever les |

| |
|--|
| observations soulevées concernant les dépassements en MES et hydrocarbures totaux. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant |
| Proposition de délais : 3 mois |

N° 3 : Nombre de points de rejets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 30 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Conformité |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans tous les cas, les eaux résiduares de l'établissement seront évacuées conformément aux dispositions suivantes. Le site est équipé de cinq points de rejet des eaux : [...] - <u>rejet eaux pluviales</u> aboutissant au ruisseau LA CHENEAU au travers du réseau eaux pluviales du S.I.V.O.M. de METZ. Ce rejet comprend : - les eaux pluviales des réseaux de collecte Nord et Sud ; ces réseaux de collecte sont équipés chacun d'un déversoir d'orage et d'un déshuileur - débourbeur ; ces mêmes réseaux sont équipés chacun de détecteurs d'hydrocarbures commandant des vannes et permettant ainsi de diriger les effluents vers une cuve de rétention de 200 m³. Toutes dispositions seront prises pour que le réglage et le temps de réponse de ces vannes permettent d'éviter toute pollution significative du milieu naturel par des hydrocarbures. [...]</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage la présence de détecteurs d'hydrocarbures en aval du déshuileur du bassin d'orage Nord et a constaté :</p> <ul style="list-style-type: none"> • l'absence de détecteur d'hydrocarbures au profit d'un détecteur de turbidité ; ceci constitue une non-conformité à la prescription contrôlée ; • la présence d'un détecteur de turbidité dans le réseau d'eau pluviale Nord ; ce détecteur est placé approximativement à mi-hauteur de la lame d'eau d'une profondeur d'environ 40 cm ; • une irisation à la surface de l'eau au droit du détecteur de turbidité démontrant la présence d'hydrocarbures ; • que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les documents techniques de ce détecteur de turbidité afin d'apprécier son efficacité. <p>Par courriel du 24 octobre 2025, l'exploitant a communiqué la procédure dite I.UMB.MSTG.043 : Conduite à tenir en cas de pollution des réseaux eaux pluviales ou usées notamment sur les réseaux eaux pluviales Nord et Sud. L'inspection constate qu'en cas de détection d'hydrocarbures, un contrôle visuel doit être effectué au droit du détecteur afin de lever le doute</p> |

sur la présence d'une pollution avant de rouvrir les réseaux. Cette levée n'est possible qu'en l'absence d'une constatation d'un aspect "laiteux" de l'eau. L'inspection souligne que cette simple observation est insuffisante pour caractériser efficacement la présence d'hydrocarbures. Par ailleurs, après consultation des données d'autosurveillance de l'exploitant, l'inspection constate (par sondage) plusieurs dépassements des concentrations d'hydrocarbures en sortie de rejets des eaux pluviales (VLE<10 mg/l) :

- Le 06/08/2024 : 19,3 mg/l
- Le 13/08/2024 : 16,5 mg/l
- Le 17/09/2024 : 15 mg/l
- Le 15/10/2024 : 13,2 mg/l

Au jour de l'inspection, l'exploitant n'a pas été en mesure de préciser les dispositions prises suite à la récurrence de ces dépassements ; ceci constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Conditions de rejet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 31

Thème(s) : Risques chroniques, Rejets eaux pluviales

Prescription contrôlée :

Article 31 - Conditions de rejet

Pour les prescriptions de rejet définies aux paragraphes 2 et 3 ci-après, les définitions suivantes sont adoptées :

- moyenne journalière : valeur obtenue par analyse sur un échantillon prélevé sur 24 heures ;
- moyenne mensuelle : valeur obtenue par le rapport, durant le mois, de la somme des moyennes journalières par le nombre d'analyses.

1) Rejet eaux pluviales

Le rejet eaux pluviales devra présenter les caractéristiques suivantes :

- débit : moyenne journalière : inférieur ou égal à 515 m³/j ;
- débit moyen sur 1 heure : inférieur ou égal à 35 m³/h ;
- DCO : < 120 mg/l (NFT 90101) ;
- MEST : < 30 mg/l (NFT 90105) ;
- hydrocarbures : < 10 mg/l (NFT 90114) ;
- PH : compris entre 5,5 et 8,5 (NFT 90008) ;
- température : < 30°C.

En cas de valeurs plus contraignantes fixées par une convention, les valeurs de ladite convention se substituent aux valeurs ci-dessus.

[...]

Les boues recueillies dans le fond du bassin de retenue seront régulièrement évacuées selon les prescriptions définies au titre IV - Déchets - du présent arrêté.

2) Rejet eaux usées

Le rejet eaux usées (rejet final) devra présenter les caractéristiques suivantes :

- débit : moyenne mensuelle : $\leq 391 \text{ m}^3/\text{j}$;
- débit : moyenne journalière : $\leq 356 \text{ m}^3/\text{j}$;
- pH : compris entre 5,5 et 8,5 (NFT 90008) ;
- température : $< 30^\circ\text{C}$.

| | MOYENNE MENSUELLE | MOYENNE MENSUELLE | MOYENNE JOURNALIERE | MOYENNE JOURNALIERE |
|---|--------------------------|----------------------|--------------------------|------------------------|
| PARAMETRES | Concentration en mg/l | Flux | Concentration en mg/l | Flux |
| DCO (NFT 90101) | 1 500 | 470 kg/j | 1 500 | 500 kg/j |
| DBO ₅ (NFT 90103) | 500 | 155 kg/j | 500 | 170 kg/j |
| MEST (NF EN 872) | 500 | 155 kg/j | 500 | 170 kg/j |
| Cr ⁶ | 0,1 | 31,5 g/j | 0,1 | 34,5 g/j |
| Cuivre (FDT 90112) et composés en Cu | 0,5 | 155 g/j | 0,5 | 345 g/j |
| Chrome total (FDT 90112) et composés en Cr | 0,5 | 94,5 g/j | 0,5 | 170 g/j |
| Nickel (FDT 90112) et composés en Ni | 0,5 | 155 g/j | 0,5 | 345 g/j |

| | | | | |
|---|-----|-----------|-----|-----------|
| Zinc (FDT 90112) et composés en Zn | 2 | 630 g/j | 2 | 690 g/j |
| Manganèse (FDT 90112) et composés en Mn | 1 | 315 g/j | 1 | 345 g/j |
| E t a i n e t composés en Sn (FDT 90119) | 2 | 630 g/j | 2 | 690 g/j |
| Fer (FDT 90112) + Aluminium (ASTM 85779) | 5 | 1,6 kg/j | 5 | 1,7 kg/j |
| Hydrocarbures totaux (NFT 90114) | 10 | 3,15 kg/j | 10 | 3,45 kg/j |
| Phosphore total (NFT 90023) | 50 | 15,7 kg/j | 50 | 17,3 kg/j |
| Azote global (a z o t e organique NFT 90110, a z o t e ammoniacal NFT 90015, azote oxydé NFT 90012) | 150 | 47,2 kg/j | 150 | 52 kg/j |
| AOX (NF EN 1485) | 1 | 315 g/j | 1 | 345 g/j |
| Indice phénols (XPT 90109) | 0,3 | 94,5 g/j | 0,3 | 170 g/j |

| | | | | |
|-----------|----|--------|----|----------|
| Molybdène | 25 | 8 kg/j | 25 | 8,5 kg/j |
|-----------|----|--------|----|----------|

Constats :

Par courriel du 24 octobre 2025, l'exploitant a communiqué la convention signée de 2009 concernant le déversement des eaux usées autres que domestiques dans le réseau public d'assainissement d'Hagani, régie du syndicat mixte de l'agglomération messine. Cet élément n'appelle pas d'observations de la part de l'inspection.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter son registre des déchets sortants et notamment les derniers justificatifs démontrant l'élimination des boues issues de la cuve de 200 m³ située sur le réseau d'eaux pluviales Nord ; ceci constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'exploitant de transmettre à l'inspection les derniers justificatifs d'élimination des boues issues de la cuve de 200 m³ située sur le réseau d'eaux pluviales pour lever les observations soulevées.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Autosurveillance

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 02/02/1998, article 58-IV

Thème(s) : Risques chroniques, Justification de dépassements et actions correctives

Prescription contrôlée :

IV. Les résultats accompagnés de commentaires sur les causes des dépassements éventuellement constatés ainsi que sur les actions correctives mises en œuvre ou envisagées sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

[...]

Constats :

Lors de la visite, l'inspection a contrôlé par sondage les résultats des données d'autosurveillance sur le mois de juillet 2025. L'inspection constate des dépassements sur les paramètres Al (Aluminium) + Fe (Fer) le 6 juillet 2025 dans le rejet des eaux usées (10,7 mg/l > VLE 5 mg/l) . L'exploitant a indiqué dans sa déclaration que la nature de ces dépassements serait liée à une suspicion de pollution en lien avec un mauvais nettoyage d'un camion suite à un déchargement sur site. En conséquence, l'exploitant s'est engagé à sensibiliser son prestataire au nettoyage des citernes avant transfert sur site.

Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a été en mesure d'attester la mise en œuvre effective des mesures correctives annoncées dans sa déclaration, ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée.

| |
|---|
| Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : |
| L'inspection demande à l'exploitant de lui justifier des actions correctives réalisées pour lever les observations soulevées concernant ces dépassements. |
| Type de suites proposées : Avec suites |
| Proposition de suites : Demande d'action corrective |
| Proposition de délais : 1 mois |

N° 6 : Eaux souterraines

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 34 |
| Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant effectuera une surveillance des eaux souterraines (relevé du niveau piézométrique et analyses) portant sur les piézomètres S00 (amont site), S01 (intérieur usine, aval immédiat zone polluée par les hydrocarbures), S02 (aval site) et S5 (aval site) dont l'implantation est précisée sur le plan annexé au présent arrêté.</p> <p>Les analyses porteront sur les hydrocarbures totaux.</p> <p>Quatre campagnes de prélèvements seront effectuées chaque année.</p> <p>Les prélèvements et analyses seront effectués selon des méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement.</p> <p>Les frais des prélèvements et des analyses seront pris en charge par l'exploitant. Les résultats dûment commentés des relevés et analyses seront transmis dans les meilleurs délais à l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>Au vu des résultats obtenus, l'Inspection des Installations Classées pourra demander le renforcement ou l'allègement des contrôles (fréquence des mesures, liste des paramètres).</p> |
| <p>Constats :</p> <p>Lors de la visite, l'inspection a constaté que l'exploitant :</p> <ul style="list-style-type: none"> • réalise en interne depuis 2020 les campagnes de prélèvements et d'analyses des eaux souterraines sur les piézomètres S00, S01, S02, S05, PZ16 et PZ17 sans méthodes normalisées en vigueur par un laboratoire agréé par le Ministère chargé de l'Environnement. Ceci constitue une non-conformité à la prescription contrôlée; • que les résultats de ces campagnes ne sont pas commentés depuis 2020, ce qui constitue une non-conformité à la prescription contrôlée. Par sondage, l'inspection constate des évolutions des concentrations d'hydrocarbures sur le piézomètre amont S00 sur les premiers trimestres : 7,72 mg/l en 2023, 12,9 mg/l en 2024 et 15,9 mg/l en 2025. Cette évolution n'est pas explicitée, par ailleurs la pertinence de ce piézomètre comme point amont de référence n'est pas justifiée à ce stade ; • que les résultats de ces campagnes ne sont pas alimentés dans l'application GIDAF bien que cette dernière présente un cadre d'autosurveillance à ce sujet. |
| <p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection demande à l'exploitant de lui transmettre une analyse commentée des résultats de</p> |

surveillance de 2020 à 2025. Cette analyse doit permettre d'apprécier l'évolution de la migration de la pollution sur le site ainsi que la justification du choix des piézomètres étudiés et/ou de nouveaux piézomètres à installer.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Mise en demeure, respect de prescription

Proposition de délais : 3 mois

N° 7 : Pollution aux hydrocarbures

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 14/11/1995, article 34 bis

Thème(s) : Risques chroniques, Plan d'actions

Prescription contrôlée :

Avant le 15 septembre 2005, conformément aux préconisations du bureau d'études ATOS Environnement dans son rapport du 03 février 2005, l'exploitant mettra en place, à partir du piézomètre S1 (cf. plan annexé au présent arrêté), un dispositif d'assainissement de la zone polluée par les hydrocarbures. Les produits pompés pourront, dans la mesure du possible, être traités dans les installations de traitement du site. A défaut, ils seront éliminés conformément aux dispositions du titre Déchets du présent arrêté.

Ces travaux seront suivis par un organisme compétent choisi en accord avec l'Inspection des Installations Classées.

Trimestriellement, un rapport d'étape faisant le point sur les travaux effectués (notamment sur l'efficacité de la dépollution et la nécessité de la poursuivre) sera adressé à l'Inspection des Installations Classées.

Autant que nécessaire, celle-ci sera tenue informée entre deux rapports d'étape successifs des principales évolutions et difficultés concernant ces travaux.

A la fin de l'ensemble des travaux de dépollution, un rapport final sera établi à ce sujet et adressé à l'Inspection des Installations Classées.

Constats :

En 1987, des infiltrations d'huiles de coupes dans le sous-sol de l'usine (partie Est) ont été découvertes, notamment à proximité de la goulotte de récupération des huiles. Un suivi des eaux souterraines a été mis en place à compter de 1988. De nombreux travaux et études ont été menés entre 1999 et 2006.

Lors de la visite du 29 septembre 2011 (rapport du 10 octobre 2011) et lors de la visite du 14 septembre 2017 (rapport du 24 octobre 2017), l'Inspection a demandé à l'exploitant de lui transmettre les conclusions des bureaux d'études visant à déterminer l'origine des hydrocarbures dans les eaux souterraines et les mesures à prendre pour traiter la pollution et ramener les concentrations en hydrocarbures dans les eaux souterraines à des niveaux compatibles avec les usages ainsi que le plan d'actions associé assorti d'un échéancier de réalisation.

Par courrier électronique du 21 décembre 2017, l'exploitant a transmis :

- le rapport du bureau d'études ICF Environnement « Synthèse de l'état environnemental du site et définition d'une stratégie pour la caractérisation et la maîtrise des contaminations identifiées - site PSA de Metz » du 12 décembre 2011 ;
- un courrier d'accompagnement analysant les actions prises et prévues suite à ce rapport.

Lors d'une réunion d'échange le 10 janvier 2018, l'exploitant a pris des engagements auprès de

l'inspection qui sont rappelés dans son rapport.

Par courrier du 24 juin 2019 (réf UTEE/MN/PT/19) réceptionné le 3 juillet 2019, l'exploitant a communiqué à l'inspection son plan d'action comportant le calendrier suivant :

- un plan de gestion / bilan coût avantage : 1ère quinzaine de juillet 2019 ;
- études de faisabilité (travaux, consolidation et relecture) : de juillet à décembre 2019
- mise à jour du Plan de gestion et son bilan coûts avantages (consolidation et relecture) : de janvier à février 2020 ;
- diffusion à l'administration : mars 2020

Par courrier du 17 juillet 2019 (réf UTEE/MN/PT/19_062) réceptionné le 22 juillet 2019, l'exploitant a communiqué à l'inspection son plan de gestion et Bilans coûts - avantage suite à une étude réalisée par la société EGIS (référence METZ_UMS_20190416_PG_V2 du 27 juin 2019) présentant trois scénarios de confinement de la pollution. L'inspection constate que le plan de localisation des piézomètres présenté dans l'étude indique que les piézomètres PZE16 et PZE17 sont hors d'usage alors qu'ils sont retenus par l'exploitant depuis 2020 dans le cadre de sa surveillance des eaux souterraines (voir point de contrôle n°6).

Lors de la visite du 17 octobre 2025, l'inspection a constaté que l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter les actions engagées postérieurement à sa transmission du 17 juillet 2019 conformément aux engagements énoncés dans son courrier du 24 juin 2019.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection demande à l'exploitant :

- de justifier le choix des piézomètres actuellement retenus pour la surveillance de la pollution aux hydrocarbures au regard de l'étude de la société EGIS ;
- de définir la solution technique de gestion retenue suivant les trois scénarios proposés par l'étude EGIS ;
- de communiquer un nouveau calendrier de plan d'action.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois